



## Cultures & Conflits

42 | été 2001

Le crime organisé en Russie : nouvelles approches

---

### Editorial

Gilles Favarel-Garrigues

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/553>

DOI : 10.4000/conflits.553

ISSN : 1777-5345

#### Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

ISBN : 2-7475-1117-0

ISSN : 1157-996X

#### Référence électronique

Gilles Favarel-Garrigues, « Editorial », *Cultures & Conflits* [En ligne], 42 | été 2001, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/553> ; DOI : 10.4000/conflits.553

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Creative Commons License

---

# Editorial

Gilles Favarel-Garrigues

---

- <sup>1</sup> Ce numéro de *Cultures & Conflits* entend réagir à la diffusion et à la multiplication des discours sur la menace que représenterait le « crime organisé transnational » pour le monde contemporain. Un nombre incalculable de voix s'élève depuis les années 1980, plus encore depuis la fin de la guerre froide, pour s'indigner de l'impuissance de la communauté internationale face au développement des mafias, et dénoncer les risques de déstabilisation qui pèsent sur l'ordre politique et économique mondial. Dirigeants politiques et économiques, responsables d'organisations internationales, policiers, magistrats, journalistes, chercheurs ou universitaires prononcent des discours similaires, tous convaincus que les différentes organisations criminelles qui composent le « crime organisé mondial » partagent des objectifs communs et peuvent de ce fait être considérées comme un acteur unique, « nouvel empire du mal » à l'échelle planétaire. En critiquant la manière dont Susan Strange relaie ce diagnostic dans deux de ses ouvrages, H. R. Friman montre en quoi ces convictions sont théoriquement discutables, parce qu'elles surestiment notamment les dangers encourus par les Etats et négligent de s'interroger sur les modes de construction sociale de cette nouvelle menace. Pour notre part, nous constatons que ce diagnostic s'appuie également sur des sources qui, lorsque leur origine est révélée, s'avèrent souvent contestables : il témoigne davantage de la force dégagée par un argumentaire fondé sur la validation mutuelle de discours prononcés par une coalition d'acteurs hétérogènes que d'une connaissance étayée des différentes organisations criminelles. La composante russe du « crime organisé transnational » revêt une importance considérable dans la construction et la diffusion de ce discours omniprésent. Tout en anéantissant la principale menace posée au monde occidental, la décomposition de l'Union soviétique a, d'une part, étendu le champ d'action potentiel des organisations criminelles traditionnelles (mafia italienne, triades chinoises, cartels colombiens) et, d'autre part, entraîné l'irruption d'un nouvel élément, réputé pour sa dangerosité, dans le « crime organisé mondial ». Quelles qualités n'a-t-on pas prêté à la « mafia russe » ou « mafia rouge » au cours des années 1990, à la fois plus violente, plus cruelle, mieux organisée, mieux équipée, mue par une soif de revanche sur le monde occidental, combinant les compétences de multirécidivistes, d'agents désenchantés des

services de sécurité, de militaires frustrés par les défaites, d'entrepreneurs prêts à tout pour s'enrichir et de figures politiques aussi complaisantes que cyniques... Avec les Russes, le « crime organisé transnational » achevait sa mondialisation et pouvait prétendre au rang d'ennemi extérieur et intérieur dans le monde occidental ou, en tout cas, à la mesure de ce dernier. Dans un tel contexte, et même si cette menace restera peut-être historiquement associée à la décennie 1990, le chercheur en sciences sociales est incité à s'interroger sur cette indignation unanime. Il ne s'agit pas d'opposer à cette dernière un relativisme tout aussi idéologique, mais de comprendre les conditions de production de connaissances sur les acteurs et les pratiques qui constituent l'ensemble du « crime organisé », afin d'élaborer de nouvelles approches et contribuer à de meilleures appréciations. Comme nous le montrons dans notre contribution, le savoir sur le crime organisé russe s'est accumulé récemment, à partir de sources rares, dans un contexte où la lutte pour l'imposition d'une définition légitime de cet enjeu a acquis un caractère politique et idéologique prépondérant, empêchant toute tentative de compréhension objective. C'est donc, avant tout, à une réflexion méthodologique que ce dossier souhaite convier. Comment observer un phénomène a priori occulte en se démarquant des deux sources principales qui en fondent habituellement la connaissance, les données policières et les investigations journalistiques ? Le besoin d'approches contextualisées, empiriques et exploratoires se ressent vivement à la lecture de la littérature consacrée au crime organisé, face à la rareté des sources de première main. Il importe d'abord de comprendre cette forme de délinquance en fonction du contexte socio-historique dans lequel elle se développe. A cet égard, l'étude du crime organisé en Russie varie d'une région ou d'une ville à l'autre, selon des particularités locales liées, par exemple, à des facteurs socio-économiques ou à la structuration du milieu criminel. Ce constat doit conduire à privilégier des méthodes ethnographiques ou sociologiques permettant de comprendre ce que représente le crime organisé pour des acteurs a priori concernés par son existence. Il n'est pas pour autant nécessaire de rencontrer, à l'instar de Iakov Gilinski et de Iakov Kostioukovski à Saint-Petersbourg, des personnes se présentant comme des membres actifs d'organisations criminelles. Anton Oleïnik est parvenu à interroger des détenus sur les règles en vigueur au sein de la société carcérale et du milieu criminel. Alors que de nombreux observateurs évoquent une criminalisation de l'économie russe, Vadim Radaev interroge des entrepreneurs, au moyen de questionnaires et d'entretiens approfondis, sur leur expérience de la violence, les modes de résolution des conflits qu'ils privilégient et les moyens qu'ils consacrent à leur protection. D'autres recherches pourraient être menées au sein des services policiers spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée ou de secteurs économiques particulièrement exposés (immobilier, restauration, industrie du disque, par exemple). Quant à leur contenu, les différentes contributions de ce dossier apportent des éléments nouveaux à l'analyse du crime organisé, en général et en Russie en particulier. Elles ne relèvent certes pas tous les défis liés à cet enjeu : chaque auteur défend sa propre définition, choisissant d'accentuer le caractère organisé de cette forme de délinquance (I. Gilinski et I. Kostioukovski) ou de privilégier l'étude des règles, comportements et interactions qui la caractérisent, celle de l'« espace normatif commun qui relie les différents éléments de l'activité criminelle et qui produit le phénomène de la criminalité organisée » (A. Oleïnik). Par ailleurs, aucun auteur n'aborde frontalement la question des relations entre milieux criminel et politique. Tous soulignent, cependant, la diversité des acteurs engagés dans de telles activités, selon leur degré d'attachement aux règles traditionnelles du milieu criminel, le contexte local dans lequel ils sont enracinés et le caractère plus ou moins diversifié et

illégal des entreprises qu'ils conduisent. Selon I. Gilinski et I. Kostioukovski, si l'existence de contacts avec d'autres régions de Russie ou avec l'étranger représente, sans doute, un signe de distinction au sein du milieu criminel, l'influence des organisations criminelles n'en demeure pas moins strictement locale. Les activités menées sont, par ailleurs, variées et évolutives : certaines, comme le racket des entreprises, sont tombées en désuétude. Les relations entre criminalité organisée et entreprises se sont, en fait, institutionnalisées et s'exercent désormais par l'intermédiaire de sociétés de sécurité privée. V. Radaev montre combien l'insécurité des relations économiques expose certaines catégories d'entrepreneurs à une violence routinisée qui les contraint à consacrer des moyens considérables à la protection de leurs biens. Les entrepreneurs concernés intériorisent ce mode spécifique de relations en adoptant des comportements qui intègrent le recours éventuel à la force, la capacité de contraindre, le cas échéant, l'interlocuteur à respecter les termes d'un contrat ou à remplir ses obligations. L'existence d'un marché de la protection et de la coercition suscite une concurrence entre deux groupes d'acteurs spécialisés, les membres des organisations criminelles et les agents des services répressifs, qui proposent leurs services aux entreprises sur une base légale ou non, directement ou par l'intermédiaire de sociétés de sécurité privée. Cette concurrence entre agences étatiques et criminelles, relevée par plusieurs auteurs de ce dossier, conduit à une segmentation du marché de la protection selon la taille, la nature et le domaine d'activité des entreprises. « De manière circulaire, l'accès différentiel à la protection [...] tend à pérenniser les différences de statut entre entreprises » (V. Radaev). L'intériorisation de l'usage de la force dans les modes de relations économiques et la lutte observée entre agences étatiques et criminelles pour le contrôle du marché de la protection conduit légitimement à s'interroger, avec A. Oleïnik, sur la diffusion des règles informelles propres aux milieux carcéral et criminel dans les interactions commerciales, voire dans l'ensemble de la société post-soviétique.

---

## INDEX

**Mots-clés** : discours sécuritaire, mafias et crime organisé

**Index géographique** : Russie